

« Le ventre est encore fécond d'où a surgi la bête immonde »

Le grand dramaturge Berthold Brecht a été contemporain de la montée du fascisme, qu'il a illustrée dans la pièce « la Résistible ascension d'Arturo Ui », parabole de la conquête du pouvoir par Hitler, sur fond de démagogie et de populisme. La pièce se termine par cette phrase de mise en garde, tristement d'actualité. En ces jours de commémoration des fusillés de Châteaubriant, assassinés pour avoir refusé de se plier à l'ordre nazi, et au moment où le Front National pavoise et se glorifie d'une élection de portée pourtant très locale, cette mise en garde prend un relief particulier. Elle doit nous interpeller.

En effet, c'est sur le mécontentement général que l'extrême droite s'appuie et qu'elle obtient des résultats inquiétants pour la démocratie et les libertés. Le gouvernement et le président, élus pour mettre en place une vraie politique de gauche et évincer la précédente équipe, ont failli à leurs engagements en poursuivant, et même aggravant, son action. Ils osent ce que Sarko lui-même n'avait pas osé. Sourd et aveugle, Hollande ne veut ni entendre ni voir les milliers de manifestants descendus à plusieurs reprises dans la rue, ni tous ceux qui, **dans les sondages, sur les marchés**, partout, expriment déception et mécontentement.

Nos concitoyens refusent de devoir payer pour les cadeaux faits au patronat et pour rattraper la gestion désastreuse des grands de la finance, vrais responsables de la situation dans laquelle se trouve notre pays. Ce devrait être à ceux-ci de payer. Les 200 milliards qui sont généreusement accordés aux grands groupes industriels, sans contrepartie aucune

ni contrôle quant à l'utilisation de ces sommes pharamineuses, sont prélevés sur les travailleurs, retraités et actifs, par le biais de nouvelles taxes, de cotisations augmentées, d'impôts supplémentaires.

Assez de compromissions, d'attente, de résignation !

Il faut que la France cesse d'être l'esclave de la finance. **La France est riche, la productivité de ses travailleurs est une des plus fortes au monde. De l'argent, il y en a, beaucoup** : la fraude fiscale -> 80 milliards, le non-paiement de la TVA -> 32,2 milliards. Alors, que faire ? Ce que réclame la CGT, sans être ni écoutée ni entendue, à savoir une autre répartition des richesses, créées exclusivement par les travailleurs. Quand les dividendes versés aux actionnaires ont été multipliés par 16, en trente ans, les salaires ne l'ont même pas été par 2 !

Nous avons toutes les raisons d'être toujours plus nombreux dans la rue, nos camarades actifs ont toutes les raisons d'entrer dans l'action, d'appeler à la grève, leur seul moyen de pression, le seul que les patrons (et nos élus politiques) entendent. Difficile de faire grève dans la situation actuelle ? La grève est un investissement : **en mai 1968, après les grèves, le SMIC a été augmenté de 30 % !**

L'austérité a montré qu'elle n'a d'autre résultat que d'appauvrir les travailleurs et d'enrichir les capitalistes. Utilisons le pouvoir qui est le nôtre !

Alors, qu'attendons-nous ? « Celui qui se bat peut gagner, celui qui ne se bat pas a déjà perdu ». (Bertold Brecht).

Sommaire

- 1 . L'édito
- 2 . L'action : les journées d'octobre et de novembre
- 3 . L'information : pourquoi je veux payer des impôts/Notre système de santé est en train de virer inexorablement vers les assurances privées.
- 4 . L'orga, le Point. La vie des sections.

Les journées d'octobre

Le 8, les retraités étaient invités à se mobiliser pour leurs revendications, dans le cadre de la semaine d'action. Conférences de presse, envoi de lettres aux parlementaires, rassemblements et manifestations devant les préfectures, dépôts de motions et de pétitions, lettres ouvertes au premier ministre, ont marqué cette journée dans les différentes villes. A noter, vue dans plusieurs lieux, la distribution de tracts et de pétitions par des jeunes devant lycées et CFA. Des appels à poursuivre la mobilisation ont été exprimés.



Le 15 octobre, jour du débat et du vote par les députés, les syndicats FO, FSU, Solidaires, CGT, appelaient à manifester et à se rassembler devant l'Assemblée nationale. Plusieurs milliers (le chiffre de 10 000 a été avancé) se sont retrouvés place de la Concorde. Des défilés et rassemblement se sont tenus dans de nombreuses autres villes, Lyon, Marseille, Brest, Caen, Toulouse..., soit 151 mobilisations et des milliers de salariés et retraités. Les appels à la grève étaient malheureusement bien trop peu nombreux.

● Hommage aux martyrs de Châteaubriant

Cette année marque le 70^{ème} anniversaire des « Accords du Perreux » qui réunifièrent la CGT et permirent la constitution du CNR, dont le programme marque encore notre société. L'intervention, à Châteaubriant, de notre camarade Thierry Lepaon, Secrétaire général de la CGT, marque l'engagement de la CGT dans l'histoire de notre pays et sa volonté d'en tirer des leçons, pour le présent et pour l'avenir.

L'Assemblée nationale a voté, à 10 voix près, le projet de réforme des retraites, pourtant rejeté par la majorité des salariés. Mais rien n'est joué puisque le projet doit être examiné par le Sénat.

DERNIERE MINUTE

Journée d'action interprofessionnelle et unitaire le 30 OCTOBRE 2013 !

En novembre...

● Les 5 de Roanne : lorsqu'on touche à un militant de la CGT, on touche à toute la CGT !

En mai 2013, cinq de nos camarades ont été arbitrairement et brutalement arrêtés, pour avoir refusé de donner leur ADN. Ils sont victimes d'un acharnement politico-judiciaire, significatif de l'actuelle remise en cause des libertés syndicales. La CGT appelle à la mobilisation syndicale et citoyenne pour exiger de la part du Président et de sa majorité parlementaire un changement radical de politique en matière de démocratie sociale et de respect des droits sociaux fondamentaux. Des dizaines de bus et de voitures sont attendus, en provenance de la plupart des départements, le 5 novembre, à Roanne.

• Pour une autre politique du logement que la loi Duflot !

Le changement ne peut attendre...

La CGT, avec son association de consommateurs INDECO-SA-CGT, revendique un projet de loi à toute allure et exige de la puissance publique un soutien massif au logement social, véritable vecteur de développement local, de création d'emplois non délocalisables, d'inclusion sociale et pour une véritable et nécessaire transition énergétique.

*Communiqué Indecosa-CGT
le 24/9/2013*

• Pourquoi je veux payer des impôts (1^{ère} partie)

En ces temps où l'un des arguments du Front National est la suppression des impôts et où certains parlent de « matraquage fiscal », il nous a semblé nécessaire de revenir à ce que sont les impôts.

Un peu d'histoire d'abord

Au Moyen Age, seules les petites gens étaient soumis aux impôts royaux, seigneuriaux et à ceux du clergé : taille, cens, dîme, gabelle, banalités, centième, etc. Nobles et membres du clergé en étaient totalement exemptés ! Après la Révolution, apparaissent de nouvelles taxes et contributions directes, principalement sur le patrimoine. Ce n'est qu'à la fin du 19^{ème} siècle, et jusqu'à la 1^{ère} guerre mondiale, qu'existe un embryon de fiscalité basé sur le revenu, partage plus juste des richesses, qui s'ajoute à celle sur le patrimoine. Le 20^{ème} siècle est celui de ces merveilleuses inventions qui ont pour nom TVA, ISF, TIPP, CSG, CRDS... sans oublier la taxe d'habitation, l'impôt foncier, etc.

Depuis 1948, l'impôt a subi de multiples réformes qui font que nous sommes aujourd'hui arrivés à une situation complexe, particulièrement inégalitaire et injuste. (à suivre,...)



**POUVOIR D'ACHAT DES PENSIONS
RIEN NE VA PLUS
AGISSONS !**

• Notre système de santé est-il en train de virer inexorablement vers les assurances privées ?

On se dirige vers un système à l'américaine : la Sécurité sociale prendra en charge les plus démunis, les plus malades, les affections de longue durée et les affections les plus courantes seront, elles, prises en charge par les mutuelles et les assurances privées... pour ceux qui pourront se les payer !

L'Accord National Interprofessionnel (ANI), en préconisant la généralisation de la complémentaire santé d'entreprise, ne fait qu'accentuer le mouvement : les assurances maladie complémentaires sont plus coûteuses que la Sécurité sociale, elles sont aussi moins égalitaires et surtout moins solidaires.

Alors que les Américains commencent à se défaire de ce système, parce qu'inégalitaire, coûteux et inefficace, nous, nous y entrons de plain-pied, on transforme les dépenses publiques en dépenses privées pour faire plaisir à la finance, à la Commission européenne, au patronat, et tout cela sans débat !

Il faut revenir au projet initial de la Sécurité sociale, c'est-à-dire aux 80 % de prise en charge pour les soins courants, et rester avec une prise en charge de 100 % pour les soins de longue durée, ce qui fait un taux global de prise en charge de 90 %. C'est, en fait, revenir simplement aux objectifs du Conseil National de la Résistance.

Un appel pour un débat public sur la santé est lancé, signé par plusieurs praticiens et médecins de l'Assistance Publique.

L'Agenda

- **23 octobre** : forum UCR à Bordeaux (route de Cenac – Latresnes).
- **30 octobre** : forum UCR à Lyon (place Guichard-bourse du travail).
- **14 novembre** : Conseil national de l'UFR.

Nous recensons, à fin septembre, 17 sections pour lesquelles nous n'avons enregistré aucun paiement, ni FNI ni timbres mensuels 2012. Certaines sont importantes et, surtout, après avoir été contactées par téléphone plusieurs fois et avoir promis de régulariser, n'ont toujours rien versé....

Quant à 2013, aux 17 retardataires de 2012 s'ajoutent 67 sections qui, à la fin du 9^{ème} mois de l'année, n'ont pas encore versé le 1^{er} timbre !

Les responsables Orga de l'UFR regrettent d'imposer ces tristes chiffres aux camarades mais ils espèrent ainsi interpeller les trésoriers de sections, voire amener les syndiqués à s'interroger sur la situation de leurs organisations et ainsi la faire évoluer.

La vie des sections

● Débat public organisé par la section syndicale des retraités CGT d'Arkéma Pierre-Bénite (69)

La dépendance, la perte d'autonomie, l'aide à l'autonomie, le pouvoir d'achat des retraités, tels sont les thèmes abordés lors de ce débat, dont l'idée a mis plusieurs mois pour se concrétiser, car nous voulions lui donner le plus d'intérêt possible. Depuis quelque temps, nous réfléchissions à intégrer dans l'ordre du jour de nos assemblées générales un thème particulier et le premier fut « l'aide à l'autonomie », avec l'apport de personnes extérieures, afin que notre réflexion soit la plus riche possible.

Ensuite, nous nous sommes dit « pourquoi ne pas élargir notre débat à la population ? », afin de jouer aussi notre rôle d'organisation syndicale de proximité en répondant certainement aux besoins de certains ou plus simplement en donnant une information. Et notre assemblée générale s'est transformée en débat public.

L'autonomie est un sujet important et d'actualité : le gouvernement prépare une réforme de la « dépendance ». Déjà des rapports ont été remis au premier ministre en vue de la préparation de la « loi d'adaptation de la société au vieillissement ». C'est un dossier que nous suivons sérieusement, avec toutes les instances de la CGT, tout comme la réforme des retraites.

Notre débat s'est organisé en deux parties :

La première, avec la participation d'un docteur en gériatrie de l'hôpital Lyon-Sud, de la directrice du centre de santé Benoît-Frachon de Pierre-Bénite et de l'infirmière coordinatrice du Service de Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD). Ils nous ont brossé un état des lieux et ont analysé la problématique liée à l'âge. Ils ont donné des éclaircissements sur le processus du vieillissement et le concept de fragilité. Ils ont souligné l'importance de pratiquer une évaluation gériatrique dès 75 ans, ce qui permet d'anticiper, autant sur le plan social que médical, la perte d'autonomie. Enfin, un point a été fait sur le dédale des différents moyens de prise en charge existants

La deuxième partie, animée par un membre du Bureau national de l'Union Confédérale des retraités CGT (UCR), portait sur les enjeux et les besoins des retraités et personnes âgées, et des orientations de la CGT sur ce sujet.

Vaste débat que le droit à l'autonomie pour les personnes âgées, surtout que la réalité aujourd'hui démontre que 5 millions, sur les 15 millions de retraités, ont entre 800 et 1 100 euros par mois, et qu'un séjour dans un établissement d'Hébergement pour Personnes Agées dépendantes (EHPAD) varie entre 2 000 et 3 000 euros par mois, à la charge de la personne ou de sa famille.

Les propositions de la CGT ont été fortement argumentées, que ce soit en matière de droit à l'autonomie, de création d'une prestation universelle de compensation à l'autonomie quel que soit l'âge, ainsi que sur le financement de l'autonomie, qui doit relever de celui de la Sécurité sociale.

Enfin, le débat s'est terminé sur le pouvoir d'achat des retraités et le poids de plus en plus lourd de la fiscalité dans leur budget.

En conclusion, il a été convenu que d'autres choix économiques devaient être imposés. Les salariés et retraités ne sont pas responsables de la crise, ils en sont les victimes, ce n'est pas à eux d'en payer le prix de sortie.

